

Quelles Politiques Publiques ?

[Objectif : « Equité pour un Développement Soutenable, le cas des Industries Extractives »]

Cercle de Réflexions des Economistes de Madagascar

[CREM]

Hugues Février RAJAONSON

définition, ...

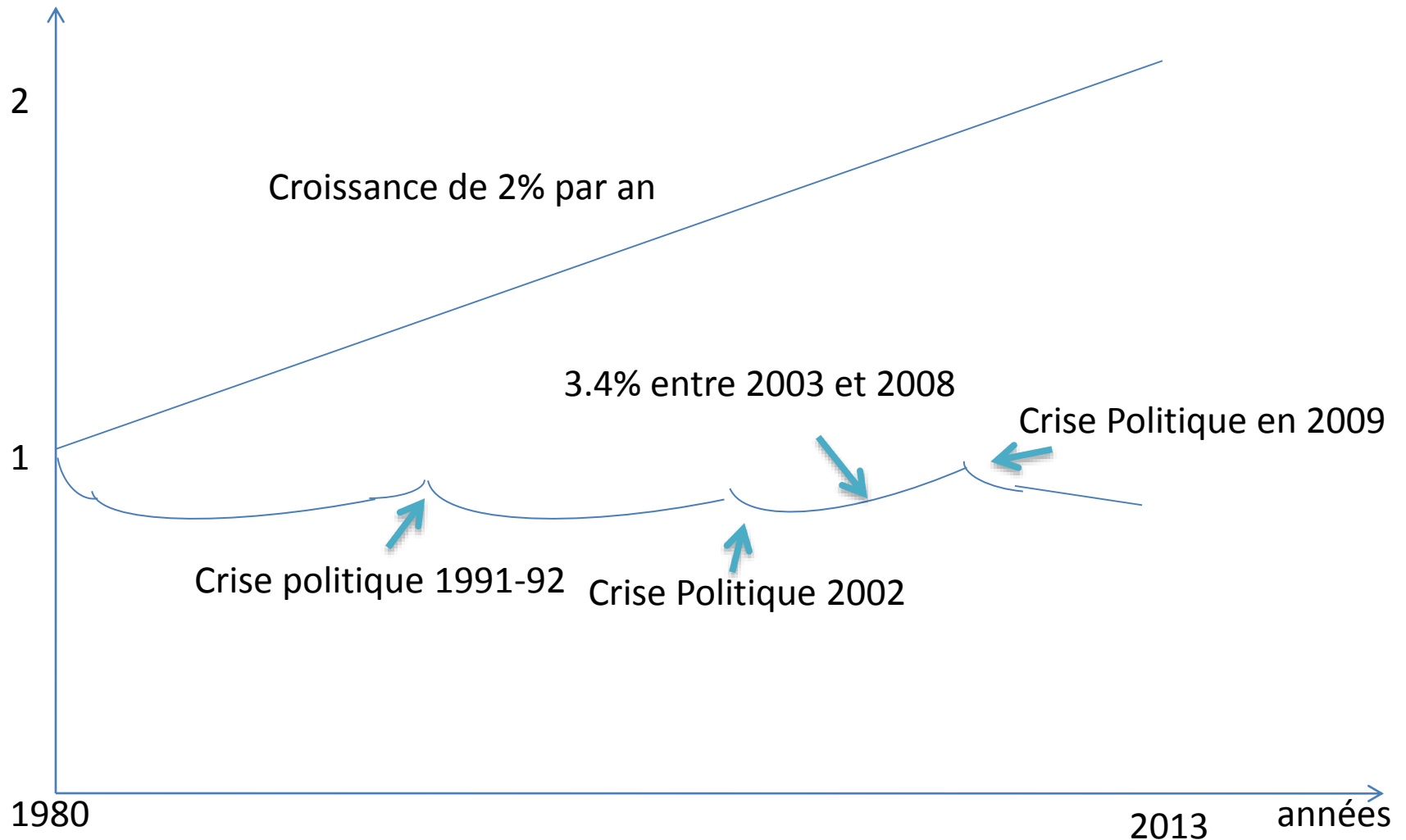
- Politiques Publiques = {programmes d'action, mesures concrètes}
- Elles comportent [objectifs, des moyens et des destinataires] :
 - un CONTENU,
 - un PROGRAMME,
 - une ORIENTATION NORMATIVE,
 - un FACTEUR de COERCITION,
 - un RESSORT SOCIAL

ENVIRONNEMENT POLITIQUE et ECONOMIQUE

Mise sur Agenda [Problématiques]

Revenu par habitant

Source : Banque Mondiale, juin 2013



CONCLUSION : Impacts des Revenus Miniers

- Vu l'ampleur de la pauvreté décrite par la perte de pouvoir d'achat par tête (voir figure ci dessus) des malagasy, il est difficile pour un individu de percevoir de façon sensible les répercussions positives des Grands Projets Miniers qui sont :
 - Apport en devises qui a permis – en partie - de soutenir le taux de change de l'Ariary,
 - Impôts sur les revenus du Projet Minier [50 millions US \$] par an,
 - Impacts sur le Capital – Humain [formation des jeunes, informations, ...]
 - Infrastructures diverses [routes, marché, ...]

Spéculations Politiques

- Spéculation politique : Il y a un non respect de la loi minière actuelle [les ressources minières sont nationales et non Régionales : QMM n'appartient pas à l'ANOSY ni à TOLIARY et QMM n'appartient ni à l'ALAOTRA MANGORO ni à TOAMASINA]
- Spéculation politique : *Offre et Demande de Politique Publique*
 - Les Industries Extractives OCCUPENT une place centrale dans la SUPERSTRUCTURE [Ministère auprès de la Présidence] >> POIDS GRANDISSANTE de la PRESIDENCE et de l'EXECUTIF (Banque Mondiale, juin 2013)
 - CHANGEMENT dans les DISPOSITIONS REGISSANT les INDUSTRIES EXTRACTIVES [code minier, code pétrolier, loi sur les grands investissements, ...] >> REDEVANCES MINIERES [hausse à 2%]
- RAISONS EVOQUEES par cette Spéculation politique : peu d'impacts sur la réduction de la pauvreté du pays et celle de la population

Sur le Revenu Minier

- Les spéculateurs politiques optent pour une révision de la réglementation minière [40%, voire 50 %, 50%] mais ces pourcentages signifient quoi au juste ?
 - Nous [LGIM] avons opté pour 1% de la première vente, c'est-à-dire **1% du Chiffre d'Affaires au lieu de 40% voire 50% des bénéfices**. Car il se peut que la compagnie n'obtienne des bénéfices que quand elle aurait amorti son capital >>> recul des entrées d'argent pour l'Etat et pour les collectivités [avec la possibilité de faillite avant amortissement], ...
 - **Modifier à 2% ?**, cela veut dire que le risque encouru par la compagnie sera plus élevé par rapport aux prévisions [quid d'une conjoncture défavorable (baisse des cours, ...) >>> **justification du classement de Madagascar parmi les pays à haut risque >>> peu d'IDE à court et moyen termes**

Mauvaise Gouvernance

- **Détournement des Ressources Naturelles et de l'Aide Publique au Développement**

[Banque Mondiale, juin 2013]

- **Economie Souterraine** [pierres fines et précieuses, bois de rose, ...]

- **Tentation de l'Aide** : non incitation à recourir aux ressources domestiques [pression fiscale, refus d'élargissement de l'assiette fiscale, ...]

Manque Institutionnel

- SELON la BANQUE MONDIALE [juin 2013]
 - **Absence de GARDE FOUS** [AMPLEUR de la CORRUPTION]
 - **DYSFONCTIONNEMENT** au sein de l'**Appareil Judiciaire** [il y a des ABUS non SANCTIONNES]
 - **MANQUE de CONTROLES INTERNES et EXTERNES** dans la **GESTION des FONDS PUBLICS** [maintien de la CULTURE d'IMPUNITE au sein de l'ADMINISTRATION PUBLIQUE et parmi les DECIDEURS POLITIQUES]

PROPOSITION : Projet Politique

Intitulé :

**« Lutte Contre la Pauvreté à partir d'une
Politique Sectorielle : cas de l'Industrie
Extractive »**

Sur le Projet

- Premier critère de performance adopté dans cette proposition de Politiques Publiques : **REALISER QUELQUES OBJECTIFS du GOUVERNEMENT** :
 - AMELIORATION des SERVICES ESSENTIELS aux ménages malagasy et à l'Industrie de Madagascar
 - INFRASTRUCTURES de GRANDES ENVERGURES INTEGREES aux SYSTEMES de PRODUCTION NATIONALE [*au profit du DEVELOPPEMENT des INDUSTRIES EXTRACTIVES*]
 - INFRASTRUCTURES et/ou INSTITUTIONS pour élever le niveau du CAPITAL HUMAIN et du CAPITAL SOCIAL [*au profit du DÉVELOPPEMENT des INDUSTRIES EXTRACTIVES*]
 - AUGMENTATION SOUTENABLE du REVENU par HABITANT
 - POLITIQUE ECONOMIQUE en faveur des INVESTISSEMENTS, de l'EMPLOI et de la CONSOMMATION des ménages malagasy

MISE sur AGENDA [problématique]

• INEGALITES CROISSANTES

– **FAMPIHAVANANA** basé sur la mise en œuvre de Politiques Publiques focalisées sur une demande d'EQUITE

- ACCES aux DIFFERENTS SERVICES PUBLICS FONDAMENTAUX
- ASYMETRIE d'INFORMATIONS
- EGALITE des CHANCES

– **ECART entre les REVENU**

- TERME de l'ECHANGE VILLE – CAMPAGNE [détérioration importante depuis 1960 : 1 Kg de café (produit à la campagne) s'échangeait 20 bougies (produit en ville) aujourd'hui 1 kg de café s' échange avec 4 bougies]
- REPARTITION des RICHESSES [concentrée sur les revenus du travail (SALAIRES) QUID des salaires du secteur informel [rural]

ELABORATION : CHOIX des MESURES PRISES

• REDUCTION des DIFERENTS TYPES de RISQUE

– INVESTISSEMENT POLITIQUE

- RISQUE AMONT : dû au CHOIX du SECTEUR et/ou de la ZONE, dû à l'octroie de permis à la COMPAGNIE d'INDUSTRIE EXTRACTIVE, ...
- RISQUE COINCIDENT : dû à la DECOUVERTE de NOUVEAU GISEMENT du même minerais dans un autre pays >>> baisse des prix
- RISQUE AVAL : dû aux MARCHES du PRODUIT [valeur du Chiffre d'Affaires >>> montant de la REDEVANCE >>> IMPACT sur les FINANCES PUBLIQUES, ...]

– GRANDS PROJETS

- RISQUE AMONT : dû au CHOIX du PAYS, du MINERAL ...
- RISQUE COINCIDENT : due à la CONJONCTURE MONDIALE, aux TECHNOLOGIES NOUVELLES, ...
- RISQUE AVAL : dû à l'évolution du MARCHÉ du produit de l'INDUSTRIE EXTRACTIVE [RETOUR en INVESTISSEMENT pour la compagnie, remboursement des dettes, ...]

CONTENU du POJET POLITIQUE

- Focalisées sur une PROBLEMATIQUE importante « La PAUVRETE » que le DEVELOPPEMENT des INDUSTRIES EXTRACTIVES devrait RESOUDRE à COURT et MOYEN TERMES
 - REPARTITION des ACTIVITES [POLE de CROISSANCE et POLE de DEVELOPPEMENT]>> CREATION d'INFRASTRUCTURES sensée conduire au DEVELOPPEMENT des autres SECTEURS d'ACTIVITE >> RESOLUTION du CHOMAGE LOCAL [pauvreté monétaire, ...]
 - QUID des PARAMETRES de RENTABILITE des INVESTISSEMENTS [GARANTI face aux CRISES POLITIQUES, AMORTISSEMENT des INVESTISSEMENTS /EVOLUTION des COURS sur le MARCHE INTERNATIONAL, COURS des VALEURS en BOURSE, ...] >>> MESURES POLITIQUES qui LIMITENT l'apparition des RISQUES ENDOGENES

- **Objectifs** (séries de POLITIQUES) :
 - une **CROISSANCE SOUTENABLE** et un **EQUILIBRE DURABLE de la BALANCE des PAIEMENTS**
 - Une **MEILLEURE REPARTITION des REVENUS**
 - REDEVANCES [changement de disposition dans la Loi de Finances, ...]
 - IMPOTS et TAXES [équité, sans harcèlement fiscale, ...]
 - Une **AIDE aux CATEGORIES SOCIALES qui SOUFRIRAIENT de la TRANSITION** [car la bonne gouvernance >>> augmentation du chômage, baisse du secteur informel, ...]
 - Une **POLITIQUE BUDGETAIRE** [redistribution directe des revenus : salaires, fiscalité, création d'emploi, anti-inflationniste, ...]
 - Un **INVESTISSEMENT PUBLIC** dans les **RESSOURCES HUMAINES** [réduire les inégalités]
 - **REFORME** de la **FONCTION PUBLIQUE** pour une meilleure **EFFICACITE** des **SERVICES RENDUS**
 - **VENTILATION INTRASECTORIELLE** et **CIBLAGE des PRESTATIONS**
 - **EGALITE** des **CHANCES** de chaque **CITOYEN**

ORIENTATIONS NORMATIVES

- Veiller au respect des règles et à la stabilité des réglementations en vigueur;
- **POLITIQUES MACROECONOMIQUES >>> ESSOR de la CROISSANCE** [pas seulement équilibre restrictive, ...]
- **POLITIQUES SECTORIELLES capable d'accroître le potentiel de croissance** [secteurs énergie, éducation et sécurité publique, ...]
- **PROMOTION d'une bonne gestion des AFFAIRES PUBLIQUES et de la TRANSPARENCE dans le secteur public**
- **PROMOTION de l'EQUILIBRE BUDGETAIRE >>> FISCALITE JUSTE et EFFICIENTE** [baisse des dépenses improductives, réorientation des dépenses au profit d'actions particulièrement avantageuses pour les pauvres]
- **Filets de protection sociale biens conçus [à causes des réformes]**

Peut-on sauver Madagascar ?

- *Oui si nous prenons les risques d'adopter les réformes nécessaires au Développement* : en faisant évoluer les **Mentalités** et les **Institutions** qui permettent l'apparition de la **Croissance** et sa **Soutenabilité** sur une **longue période**.
 - **Mentalité** : *état d'esprit* capable d'intégrer le risque comme paramètre central de toutes politiques et le travail comme unique source de richesse [valeur ajoutée], ...
 - **Institutions** : *réglementations* [lois], *stratégies*, *politiques* et *structures* qui permettent de *réguler les comportements des acteurs* en les incitant à la création de Valeur Ajoutée comme unique source de *croissance soutenable*, ...

La Croissance Economique Soutenable

- Soutenabilité physique, économique, financier, juridique, politique, social et technologique.
- Il faut par conséquent que le Projet de Politique conduisent les activités économique et sociales [acteurs : individus et entreprises] à générer des Valeurs Ajoutées [source de la Croissance] qui :
 - ne dégradent pas les écosystèmes, la biodiversité, la qualité des Ressources Naturelles environnantes
 - ne nuisent les systèmes et/ou structures économique et financières
 - ne nécessite pas de changement majeur dans le système juridico – politique
 - ne perturbe pas le système et structure socioculturel
 - ne nécessite pas de technologie trop couteuse

conclusion

- Le Projet Politique que nous avons l'honneur de présenter respecte tous les conditionnalités du développement et de la croissance soutenable, nous encourageons l'Etat à prendre des initiatives dans l'élaboration de politiques publiques suivants en les rassemblant dans un seul projet dont l'objectif est la lutte contre la pauvreté sous toute ses formes :
 - Projet Politique de lutte contre la pauvreté :
 - Politique Economique et Financière [lutte contre la Pauvreté]
 - Politique Budgétaire [équilibrée] et Politique Monétaire [accommodante]
 - Politique Publique de l'Energie [efficacité et équité]
 - Politiques Publiques des Industries Extractives [Pole Sectoriel]
 - Politique Publique de l'Education , de la Recherche et de l'Innovation
 - Politiques Publique de Santee Publique [efficacité et équité]
 - Politique Publique de Sécurité Publique [efficacité et équité]
 - Politiques Publiques de la Décentralisation des Décisions politique, économique et social
 - Politique Publique de la Communication [communication politique , stratégie de régulation de l'asymétrie d'informations >>> hausse du niveau du capital social]